

Guillaume Ancel. Hanté par Turquoise

Maria Malagardis

Libération, 3 juillet 2014

Cet ex-officier a participé à l'intervention au Rwanda en 1994, et affirme que la France a livré des armes au régime génocidaire.

D'emblée, il instaure le tutoiement, sans pour autant céder à une familiarité factice. Guillaume Ancel ressemble assez à l'idée qu'on se fait d'un officier français, surtout quand on en connaît peu : grand, droit, très self-control. Un ton toujours égal qui privilégie le raisonnement plutôt que l'affect. Il a pourtant quitté l'armée il y a déjà près de dix ans, en 2005, et travaille désormais comme cadre dirigeant dans un groupe de mutuelle sociale. Mais l'empreinte reste, et l'ancien militaire habitué aux opérations à risques, vient même de se lancer dans une nouvelle bataille. Sur un terrain miné, celui des secrets d'Etat.

Briser le silence n'est pas un choix facile quand on est un ex-officier de l'armée de terre. La « Grande Muette » porte bien son nom. Même à la retraite, rares sont les militaires qui révèlent la face cachée des missions sur le terrain, et surtout osent contredire l'Histoire officielle. Lui a attendu vingt ans. Deux décennies hantées par des questions sans réponses sur le rôle de la France au Rwanda, en 1994, l'année du génocide.

A l'époque, le capitaine Ancel a 28 ans. Il vient d'intégrer le 68^e régiment d'artillerie d'Afrique. Il rentre tout juste d'une mission au Cambodge où il s'était porté volontaire pour être chef de patrouille de jungle et négociateur auprès des Khmers rouges. Une expérience « éprouvante » qui fut l'occasion de scènes dignes d'Apocalypse Now. Comme ce jour où, parti négocier avec un groupe de Khmers rouges, il voit soudain leur chef sortir un flingue et abattre, sous ses yeux et d'une balle en pleine tête, l'intermédiaire khmer qui l'accompagnait. Impossible de réagir

sans risquer de subir le même sort, impossible aussi de comprendre ce que son acolyte avait dit en cambodgien et qui avait provoqué sa mort. De retour en France, il retrouve sa vraie spécialité : le FAC, pour « forward air controller », le guidage des frappes aériennes. Pour les non-initiés, c'est le gars qui se rapproche le plus possible de la cible ennemie au sol, afin de guider les attaques aériennes et éviter qu'elles ratent leur tir. Un job très risqué « mais indispensable », souligne-t-il d'un ton neutre.

Du coup, il aurait pu être surpris, lorsque ce 22 juin 1994, on lui ordonne de rejoindre un régiment de la Légion étrangère pour une opération, officiellement « strictement humanitaire ». Il n'a pas vraiment le profil, mais, à l'époque, il ne se pose pas de questions. La France vient alors d'obtenir le feu vert de l'ONU pour intervenir dans ce petit pays de l'Afrique des Grands Lacs, où depuis déjà deux mois et demi, la minorité tutsie est la cible d'une extermination systématique. Les morts se comptent par centaines de milliers, mais la communauté internationale semble tétanisée. Seul un mouvement de rébellion, dominé par des Tutsis, a repris le combat et repousse alors le régime génocidaire. Il est même en passe de conquérir le pays, lorsque Paris décide soudain de rompre avec l'inertie internationale et d'envoyer des troupes au Rwanda. Pour sauver les victimes comme le proclame la version officielle ? A Nîmes, la veille de son départ, Ancel reçoit une feuille de route d'une autre nature, confidentielle : il doit préparer au plus vite un raid sur Kigali. Il n'est pas dupe : « Prendre une capitale, c'est rétablir les autorités sur place. » Celles qui orchestrent donc le génocide, héritières d'un régime soutenu depuis quatre ans par Paris.

Il atterrit au bord du lac Kivu, à la frontière

du Rwanda et de ce qui était alors le Zaïre (devenu république démocratique du Congo). Finalement, il n'y aura pas de raid sur la capitale. « Mais nous étions bien venus pour nous battre et trouver le moyen de sauver le pouvoir en place alors en pleine débandade », souligne-t-il. Quelques jours plus tard, un deuxième ordre pour stopper la progression des rebelles sera aussi annulé in extremis. « Ce n'est qu'après cette deuxième annulation que l'opération Turquoise devient vraiment humanitaire et qu'on va être encouragés à aller sauver des rescapés », explique-t-il. Il en garde le souvenir de s'être enfin rendu utile : « Chaque vie sauvée était une victoire. » Mais au niveau politique, un certain flou demeure. « On a renoncé à sauver ouvertement le régime génocidaire mais on lui a permis de traverser la frontière. Et on lui a fourni des armes », accuse l'ex-officier qui fut le témoin direct d'une livraison d'armes, « cinq à dix camions qui ont franchi la frontière dans la seconde partie de juillet. Moi, ce jour-là, j'étais chargé de "divertir" les journalistes présents sur place. »

Livrer des armes à un régime accusé de génocide, dans un pays placé sous embargo ? C'est certainement l'accusation la plus grave formulée par Ancel dans les médias français, en avril, pour la première fois. Ce qui n'a pas échappé aux juges du pôle génocide du tribunal de grande instance de Paris qui ont demandé à l'entendre. Vingt ans après, son « coming out » a suscité des réactions contrastées. Un de ses anciens supérieurs a tenté de le décrédibiliser, d'autres ont confirmé ses propos. Mais discrètement, sans oser s'exposer ouvertement. Au fond, l'idée d'une polémique l'agace. « Je veux juste ouvrir le débat. Comprendre pourquoi nous avons protégé et réarmé les responsables du génocide. Et en tant que militaire, je veux dédouaner mes anciens camarades. Car l'armée française au Rwanda a fait preuve d'un grand professionnalisme », insiste celui qui a choisi la carrière militaire contre l'avis de sa propre famille, issue de la bourgeoisie industrielle lyonnaise. Seul son grand-oncle, Mgr Alfred Ancel, cofondateur du mouvement des prêtres ouvriers, l'a soutenu à l'époque. Il se fait un peu chahuter à Saint-Cyr où « 80 % des élèves étaient issus de familles de militaires », gagne l'estime de ses camarades sur le terrain. Spontané-

ment, il se présente comme « un homme de gauche ». Sans naïveté face au cynisme du monde.

Après le Rwanda, il se retrouve à Sarajevo, en 1995. Il n'a pas oublié certains ordres aberrants, lorsqu'on lui demandait de « riposter sans tirer ». Il ne fut pas dupe des dénis officiels alors que les massacres étaient connus de tous. Mais c'est toujours cette sinistre petite musique rwandaise qui l'a poursuivi. Il a souvent tenté de l'oublier, absorbé par d'autres moments difficiles. Lors de son dernier poste, à l'état-major à Paris, il est chargé des restructurations : « J'ai dû fermer une centaine de bases et supprimer plus de 20 000 postes. Tu ne te fais pas beaucoup de copains dans ces cas-là. » Après l'armée, il rejoint la direction de la SNCF, où, là aussi, il s'occupe de restructurations. La grève récente lui inspire un commentaire qui peut surprendre : « C'est dans la culture de la direction : préférer une longue grève au compromis, quitte à pénaliser le client. »

Dans une vie, on a parfois plusieurs existences. Guillaume Ancel, par ailleurs marié et père de trois enfants, en a connu plusieurs. Au cours d'une période de chômage, il a écrit un joli petit roman inspiré par son expérience au Rwanda, et publié cette année. Rien de sulfureux, juste peut-être le début d'un déclin. Car comme dans le mythe d'Orphée, celui qui se retourne sur les figures du passé, risque de retourner en enfer. En quête d'une vérité impossible à négocier.

En 7 dates

3 décembre 1965 Naissance à Paris.

1985 Intègre Saint-Cyr.

1992 Mission au Cambodge.

1994 Opération Turquoise au Rwanda.

2005 Quitte l'armée.

2005-2012 SNCF.

2014 Roman Vents sombres sur le lac Kivu.